PROVINCE DE QUÉBEC M.R.C. DE MONTMAGNY MUNICIPALITÉ DE SAINT-FABIEN-DE-PANET

RÈGLEMENT NUMÉRO: 358-2023

DÉLÉGATION DE POUVOIR D'AUTORISER DES DÉPENSES ET DE CONCLURE DES CONTRATS AU DIRECTEUR-GÉNÉRAL ET GREFFIER-TRÉSORIER ET À L'INSPECTEUR MUNICIPAL

ASSEMBLÉE ORDINAIRE du Conseil municipal de Saint-Fabien-de-Panet, comté de Montmagny, tenue le 3 juillet 2023, à 19h30 heures, à l'endroit ordinaire des réunions du conseil, à laquelle sont présents :

MRS	Laurent	Laverdière,	Maire
	Dominique	Gonthier,	Conseiller
	Michaël	Mailhot,	Conseiller
	Jean	Doyon,	Conseiller;
MMES	Stéphanie	Roy	Conseillère,
	Alice	Lenoir,	Conseillère
	Gladys	Mercier,	Conseillère

Formant quorum sous la présidence de M. Laurent Laverdière, maire.

CONSIDÉRANT QUE l'article 961.1 du Code Municipal du Québec permet au conseil municipal d'adopter un règlement pour déléguer à certains fonctionnaires et employés de la Municipalité le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal est d'avis qu'il est dans l'intérêt de la Municipalité d'adopter le présent règlement dans le but d'assurer la bonne marche des affaires de la municipalité et réduira les délais d'intervention au niveau des dépenses pour ainsi améliorer la gestion des services de la municipalité et accroître la rapidité de transaction;

CONSIDÉRANT QU'UN avis de motion accompagné du projet de règlement a été présenté le 5 juin 2023;

IL EST PROPOSÉ PAR madame Stéphanie Roy, appuyé par madame Alice Lenoir ET RÉSOLU À L'UNANIMITE DES CONSEILLERS,

QUE le règlement numéro 358-2023 le règlement concernant la délégation du pouvoir d'autoriser des dépenses et conclure des contrats au directeur-général et greffier-trésorier ainsi qu'à l'inspecteur municipal :

PARTIE 1 : DISPOSITION GÉNÉRALES

Article 1 - Préambule

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

Article 2 - Définition

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Municipalité: Municipalité de la Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet

Conseil : Conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet

Exercice : Période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une année

Article 3 – Objectif du règlement

Le présent a pour objet de déléguer aux employés concernés le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la Municipalité, dans leur champ de compétence et aux conditions ci-après prévues.

PARTIE2: PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIR

Article 4 : Délégation du pouvoir de dépenser

Le conseil municipal délègue à certains employés la responsabilité de contrôler les achats à l'intérieur qui concernent leur service, d'autoriser des dépenses et de passer des contrats selon les modalités ci-après déterminées.

Ces employés peuvent donc autoriser toute dépense essentielles liée au fonctionnement d'une activité prévue au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : Champs de compétence et montants autorisés

5.1 : DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il est par le présent règlement décrété une délégation de pouvoir à la direction générale de la Municipalité de Saint-Fabien-de-Panet, l'habilitant à autoriser toutes dépenses d'administration courante et à passer les contrats nécessaires à cette fin :

La présente autorisation concerne, non limitativement, les dépenses d'administration courante incluant les frais d'alimentation en énergie, téléphone, cellulaire, frais de matériel et équipement nécessaire aux employés de bureau, frais de poste et de fourniture de correspondance ainsi que les frais d'entretien inhérent à tout bien meuble ou immeuble, propriété de la municipalité ou ceux dans laquelle elle un intérêt;

Font aussi partie de la délégation de pouvoir les dépenses relatives aux services ou honoraires professionnelles ou autres services techniques se rapportant à l'administration courante de la municipalité de même

que l'achat de matériaux et la location d'équipement pour le service de la voirie;

Sont aussi autorisées toutes dépenses provenant d'un règlement, d'une résolution du conseil, d'un contrat, d'une convention, d'une entente intermunicipale de toute loi provinciale de toute loi provinciale ou fédérale ou de tout règlement fait sous l'emprise d'une telle loi.

Montants autorisés :

Le montant maximum de dépenses par transaction couverte par l'autorisation décrétée par le présent règlement au directeur général pour des fins ci-dessus est fixé à la somme de cinq mille dollars (5 000,00\$) toutes taxes incluses ou à une somme représentant le solde disponible au poste budgétaire où ces achats ou ce service doit être imputé, le plus bas de ces deux montants devant toujours avoir préséance.

5.2: INSPECTEUR MUNICIPAL

Le conseil par le présent règlement, délègue à l'inspecteur municipal le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence pour tout ce qui concerne les besoins courant d'opération et d'entretien de son service respectif.

Montants autorisés :

Le montant maximum de dépenses par transaction couverte par l'autorisation décrétée par le présent règlement à l'inspecteur municipal pour les fins ci-dessus est fixé à la somme de cinq mille dollars (5 000,00\$) toutes taxes incluses ou à une somme représentant le solde disponible au poste budgétaire où ces achats ou ce service doit être imputé, le plus bas de ces deux montants devant toujours avoir préséance.

Article 6: Autres conditions

La délégation de pouvoir prévue à l'article précédent est assujettie aux conditions suivantes :

Toute dépense autorisée en vertu du présent règlement doit l'être conformément aux dispositions applicables du Code Municipal relatives aux règles applicables en matière d'adjudication de contrat;

- a. Le règlement décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaire doit être suivi;
- b. La politique de variations et de transferts budgétaires doit être respectée;
- c. La politique d'approvisionnement de la municipalité doit être respectée;
- d. La politique de gestion contractuelle de la municipalité doit être respectée;
- e. La dépense est prévue aux prévisions budgétaires du service concerné pour l'exercice financier en cours;
- f. S'assurer d'obtenir la meilleure qualité possible au meilleur prix possible compte tenu du marché.

Article 7 : Rapport ou liste des dépenses autorisées

règlement doit apparaître sur la liste des dépenses payées déposée au conseil municipal à chaque mois.

<u>Article 8 : Exception – Délégation du pouvoir d'autoriser des dépenses</u>

Nonobstant ce qui précède, l'autorisation préalable par résolution du conseil municipal requise pour les dépenses suivantes;

- a. Les honoraires professionnels en lien avec un mandat de 2 000,00\$ et plus;
- b. Les contributions annuelles des corporations municipales;
- c. Les dons et subventions aux organismes de charité, sportifs ou culturels;
- d. L'engagement des fonctionnaires ou employés autres que des employés temporaires, surnuméraires ou stagiaires.

Article 9 : Paiement des dépenses

Le paiement des dépenses et contrats conclus, conformément aux articles 5, 6 et 8 du présent règlement, peut être effectué par le trésorier sans autre autorisation, à même les fonds de la municipalité.

Article 10 : Exception - Paiement des dépenses

Nonobstant l'article 9, le paiement des dépenses et contrats suivants doit être préalablement autorisé par le conseil municipal :

- Honoraires professionnels qui résultent d'un mandat accordé par le conseil municipal, sans convenir d'un montant d'honoraires tels avocats, notaires;
- b. Honoraires professionnels qui résultent d'un mandat accordé par le conseil municipal, qui sont payables en fonction de l'état d'avancement du mandat ;
- c. Contrat octroyé par résolution du conseil dont le paiement se fait en fonction de l'état d'avancement des travaux;
- d. Dépenses particulières qui ne sont pas sous le contrôle d'un employé.

Ces dépenses doivent apparaître sur la liste des comptes à payer déposée au conseil municipal pour approbation.

PARTIE 3 : DÉLÉGATION SPÉCIALE

Article 11 : Délégation spéciale en faveur du trésorier

Pourvu que les crédits nécessaires à leur paiement aient été correctement prévus au budget, les dépenses ci-après énumérées peuvent être payées par le trésorier sans autorisation préalable du conseil :

- La rémunération des membres du conseil;
- Le salaires des employés incluant le temps supplémentaire;
- Le règlement des comptes de tout employé lors de son départ tel l'ensemble des banques allocation de retraite, si applicable;
- Les remises des diverses retenues sur les salaires notamment les impôts fédéral et provincial, régime des rentes du Québec, régime québécois d'assurance parentale, assurance-emploi, assurance-groupe, CNESST, obligation d'épargne, régime de retraite des employés, etc.;

- Les remises de la taxe de vente du Québec (TVQ) et de la taxe sur les produits et services (TPS);
- Les contrats de location, d'entretien et de services approuvés par le conseil;
- Les comptes d'utilités publique tels qu'électricité, téléphonie, internet, etc.;
- Les frais de poste;
- Les frais bancaires, les intérêts sur les emprunts temporaires, les remboursements d'emprunts temporaires;
- Les remboursements de capital et les intérêts des billets et des obligations;
- Les remboursement des frais de déplacement autorisés conformément à la réglementation applicable (congrès, colloque, formation, perfectionnement);
- Les dépenses découlant de factures pour lesquelles la municipalité peut bénéficier d'un escompte de paiement rapide;
- Les remboursements de taxes municipales, amendes, frais perçus en trop;
- Les paiements de subventions ou d'aides financières dans le cadre de programmes décrétés par le conseil;
- Les loyers reliés à la location de locaux, édifices, terrains, servitudes, baux et autres;
- Les quotes-parts de la municipalité de la MRC;
- Les dépenses nécessitant un paiement avant livraison de la marchandise;
- Les avis publics requis par la loi;
- Les engagements relatifs aux avantages sociaux futurs;
- · Les provisions et affectations comptables;
- Les jugements et autres ordonnances de tout tribunal.

Ces dépenses doivent néanmoins apparaître sure la liste des comptes à payer déposée au conseil municipal.

Article 12: Disposition d'actifs

Le trésorier est autorisé à disposer des actifs de la municipalité dont la valeur marchande est inférieur à 5 000,00\$ lorsque cette dernière n'en retire plus aucune utilité, et ce, conformément à la loi et à la politique d'approvisionnement.

Article 13 : Délégation spéciale au sujet de la gestion des ressources humaines

Le directeur général peut procéder à l'engagement des employés surnuméraires, temporaires ou stagiaires. La liste des personnes ainsi engagées est déposée au conseil.

Article 14 : Délégation spéciale en faveur du président d'élection

Le directeur général, lorsqu'il agit à titre de président d'élection, peut, au nom de la municipalité, effectuer toute dépense nécessaire à la tenue de l'élection ou du référendum, engager le personnel électoral et conclure tout contrat dans les limites de la loi et des prévisions budgétaires adoptées par le conseil.

PARTIE 4 : DISPOSITIONS FINALES

Article 15 : Cession de la délégation

La délégation d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence prévus au présent règlement cessera automatiquement dès que les sommes prévues pour le poste budgétaire concerné dans le budget de la municipalité ne seront plus suffisantes pour acquitter une dépense projetée. Dans un tel cas, seul le conseil pourra autoriser la dépense envisagée.

Article 16: Pouvoir du conseil

Tout pouvoir déléguer en vertu du présent règlement ne signifie pas une abdication de la part du conseil à l'exercer lui-même, et en tout temps, le conseil possède et conserve le droit à l'exercice du tout pouvoir couvert le présent règlement.

Article 17 : Dispositions interprétatives

Le masculin est utilisé dans le présent sans discrimination et inclut le féminin afin d'éviter un texte trop lourd.

Article 18 - Entrée en vigueur

Que le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À SAINT-FABIEN-DE-PANET, COMTÉ DE MONTMAGNY, CE 6^{ième} JOUR DE FÉVRIER 2023.

Lauren Laverdière, Maire

Annick Grégoire-Bégin, Greffière.-Trésorière

Avis de motion et projet de règlement :5 juin 2023

Adoption: 3 juillet 2023

Avis de promulgation :5 juillet 2023